



## FMI : Perspectives de l'économie mondiale – octobre 2014

Dans ses « Perspectives de l'économie mondiale » publiées le 7 octobre 2014, le FMI prévoit un tassement de la croissance mondiale, qui se situerait à 3,3 % en 2014, comme en 2013. Elle devrait atteindre 3,8 % en 2015. Par rapport à la dernière édition, la dégradation des prévisions de croissance du FMI se fonde sur le fléchissement de l'activité dans les pays les plus avancés au premier semestre 2014, ainsi que sur un moindre optimisme pour certains pays émergents. Pour Olivier Blanchard, chef économiste du FMI, deux facteurs pèsent sur l'économie mondiale : « Dans les pays avancés, les séquelles de l'expansion d'avant la crise et la récession qui s'ensuit, notamment le niveau élevé de l'endettement et du chômage, font encore sentir leurs effets sur la reprise, et la faiblesse de la croissance potentielle à terme est un sujet de préoccupation ». La croissance dans les pays les plus avancés devrait toutefois s'élever de 1,8 % en 2014 à 2,3 % en 2015. Les États Unis, qui bénéficieraient d'une embellie du marché de l'emploi et d'une amélioration du bilan des ménages, voient leurs perspectives de croissance passer de 2,2 % pour 2014 à 3,1 % pour 2015. En zone euro, le FMI prévoit une croissance de 0,8 % en 2014 et de 1,3 % en 2015, chiffres revus à la baisse par rapport aux précédentes projections. Pour la France, le FMI prévoit une croissance de 0,4 % en 2014 (au lieu de 0,8 % dans ses précédentes prévisions) et de 1 % en 2015 (au lieu de 1,5% dans ses précédentes prévisions). Les prévisions pour l'Allemagne sont quant à elles de 1,4 % en 2014 et de 1,5 % en 2015 (au lieu de respectivement 1,9 % et de 1,7 % dans les précédentes prévisions). Selon le FMI, d'importants risques de dégradation subsistent encore avec par exemple le risque géopolitique notamment en Ukraine ou au Moyen-Orient, ou bien avec la persistance d'une inflation basse dans la zone euro qui pourrait faire courir un risque « pour l'activité et la viabilité de la dette dans certains pays ».

Le rapport complet (en anglais) : <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2014/02/pdf/text.pdf>

L'avant-propos, le résumé analytique et les chapitres 1 et 2 : <http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/weo/2014/02/pdf/textf.pdf>

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

### Union européenne

#### 1 - BCE

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 2 octobre 2014, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, déclarait, lors de sa conférence de presse : « Dans le sillage des décisions prises le 4 septembre 2014, nous avons également défini les principales modalités opérationnelles du programme d'achat de titres adossés à des actifs (asset - backed securities purchase programme - ABSPP) ainsi que du nouveau programme d'achat d'obligations sécurisées (covered bond purchase programme - CBPP3) (...). Les nouvelles mesures apporteront un soutien à des compartiments spécifiques du marché qui jouent un rôle essentiel dans le financement de l'économie. Elles amélioreront encore le fonctionnement du mécanisme de transmission de la politique monétaire, faciliteront l'offre de crédit à l'économie au sens large et auront des retombées positives sur d'autres marchés. (...) Conjuguée avec l'orientation déjà accommodante de la politique monétaire, la mise en œuvre résolue des nouvelles mesures étayera solidement l'ancrage des anticipations d'inflation à moyen et à long terme, à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 %. À mesure qu'elles se transmettront à l'économie, toutes nos mesures contribueront à ramener les taux d'inflation à des niveaux plus proches de notre objectif. S'il devenait nécessaire d'accentuer la réponse aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation, le Conseil des gouverneurs affirme unanimement son engagement à recourir à des instruments non conventionnels supplémentaires dans le cadre de son mandat. »

#### 2 - Eurostat

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,5 % en août 2014, stable comparé à juillet 2014, mais en baisse par rapport au taux de 12,0 % d'août 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,1 % en août 2014, niveau le plus bas enregistré depuis février 2012. Le taux d'août 2014 est en baisse par rapport au taux de 10,2 % de juillet 2014 et à celui de 10,8 % d'août 2013. Ces chiffres sont publiés par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. Eurostat estime qu'en août 2014, 24,642 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,326 millions dans la zone euro. Par rapport à juillet 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 134 000 dans l'UE28 et de 137 000 dans la zone euro. Comparé à août 2013, le chômage a baissé de 1,745 million de personnes dans l'UE28 et de 834 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,7 %) ainsi qu'en Allemagne (4,9 %), et les plus élevés en Grèce (27,0 % en juin 2014) et en Espagne (24,4 %).

### Actualités législatives

#### Publications au Journal Officiel

Arrêté du 30 septembre 2014 modifiant l'arrêté du 1er mars 2012 relatif au registre unique prévu à l'article L. 512-1 du code des assurances et à l'article L. 546-1 du code monétaire et financier:

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=?cidTexte=JORFTEXT000029524985&dateTexte=&oldAction=dernierJO&categorieLien=id>

Arrêté du 30 septembre 2014 relatif à la capacité professionnelle des intermédiaires en financement participatif :

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=?cidTexte=JORFTEXT000029525001&dateTexte=&oldAction=dernierJO&categorieLien=id>

## SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

---

### Les comptes économiques de la Guadeloupe en 2013 : une reprise lente, pénalisée par une consommation des ménages atone

En 2013, le PIB guadeloupéen augmente légèrement (+0,7 % en volume, après 0,8 % en 2012). Cette hausse est plus élevée que celle observée en France (+0,3 %) et en Martinique (-0,5 %). Elle est soutenue par l'investissement, qui augmente de 1,7 % en volume, porté par le secteur public, et plus précisément par les collectivités locales et les hôpitaux. L'investissement des ménages progresse également, alimenté par des faibles taux d'intérêt. Il se traduit par une hausse de l'encours des crédits à l'habitat, qui progresse de +6 %. La consommation des ménages n'a pas joué son rôle habituellement moteur. Elle diminue de 0,1 % en volume, malgré la faible évolution des prix (+0,9 %). La progression du taux de chômage (26,4 %), de 2,4 points par rapport à 2012, n'incite pas les ménages à consommer. En lien avec la hausse de l'investissement, les importations augmentent de 4,2 % en volume. Les exportations progressent de 3,8 %, grâce aux exportations de biens manufacturés et de bananes. Ces comptes économiques rapides de la Guadeloupe sont établis dans le cadre du partenariat CEROM, entre l'Insee, l'Iedom et l'Afd. La publication CEROM est disponible sur le site <http://www.cerom-outremer.fr/cerom/>

### Des indicateurs financiers moins dynamiques au 2<sup>e</sup> trimestre 2014

L'encours des crédits consentis à l'économie, qui totalise 8,5 milliards €, continue de progresser au deuxième trimestre 2014 mais à vitesse réduite sur trois mois (+1,4 % après +2,9 % en mars 2014). Les financements consentis aux entreprises affichent une croissance ralentie au deuxième trimestre (+1,1 %, soit +42,7 millions €) pour s'établir à 3,9 milliards €.

L'encours sain des crédits aux ménages connaît, comme au trimestre précédent, une faible hausse (+0,4 %, soit +11,8 millions €). Les crédits à la consommation sont en léger repli sur trois mois (-0,1 %). Le financement de l'habitat continue de croître mais à un rythme ralenti (+0,6 % après +1,1 % en mars 2014).

À fin juin 2014, les actifs financiers des agents économiques sont en légère baisse (-0,2 %). À 7,5 milliards €, l'encours marque une pause dans la croissance continue observée depuis septembre 2012. La perte de vigueur des actifs financiers est essentiellement liée au recul des placements liquides ou à court terme (-1,4 % sur trois mois), impactés par la chute des placements indexés sur les taux de marché (-7,1 %).

### Mise en circulation du nouveau billet de 10 euros

Depuis le 23 septembre 2014, les nouveaux billets de 10 euros circulent en Guadeloupe. Le nouveau billet de 10 euros est le second billet de la nouvelle série « Europe », le premier étant le billet de 5 euros mis en circulation le 2 mai 2013. Ces billets bénéficient de nouveaux signes de sécurité, plus perfectionnés, et offrent une meilleure protection contre la contrefaçon.

### Les récentes publications

L'IEDOM Guadeloupe vient de publier les notes « Panorama 2013 » relatives à Saint-Martin et Saint-Barthélemy, « Évolutions monétaires à la Guadeloupe au 30 juin 2014 », et le « Tableau de bord CEROM ». Ces notes sont téléchargeables librement sur les sites <http://www.iedom.fr> et <http://www.cerom-outremer.fr>

## BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

---

### Budget de l'Outre-mer pour l'année 2015

Le 1<sup>er</sup> octobre, la ministre de l'Outre-mer, George Pau-Langevin, a révélé le détail du budget Outre-mer pour l'année 2015. Il s'élève à 2 milliards € et enregistre une hausse de 0,3 % par rapport à 2014. Quatre axes prioritaires ont été identifiés. Le premier est le soutien à l'emploi grâce à une politique d'exonérations de charges sociales (1,1 milliard € en 2015) renforcée par le taux du CICE Outre-mer, qui passera de 7,5 % en 2015 à 9 % en 2016. Les trois autres axes prioritaires sont l'insertion des jeunes sur le marché du travail, le logement social et l'investissement des collectivités publiques.

### Budget supplémentaire régional 2014

Le budget supplémentaire 2014, dont le montant s'élève 70 millions €, a été voté le 23 septembre 2014 par les élus du Conseil régional : 53,5 millions € seront consacrés à l'investissement et 15,8 millions € au fonctionnement. Les dépenses les plus importantes concernent une aide à la solidarité versée aux communes (14 millions €) et la construction de nouveaux locaux pour la faculté de médecine (10 millions €). Ce budget supplémentaire vient compléter le budget primitif 2014 voté en janvier, qui s'élevait à 426 millions € dont 147,9 millions € étaient destinés à l'investissement et 278,1 millions € au fonctionnement.

### Nouvelle convention de partenariat entre le l'UDE Medef et le Rectorat

L'objectif de cette nouvelle convention, signée le 2 octobre 2014, est de renforcer les échanges entre les établissements scolaires et le monde de l'entreprise. Cette nouvelle convention prévoit notamment l'organisation de la semaine École-Entreprise et de l'opération Entreprise en lycée. Ces événements feront découvrir le monde de l'entreprise aux élèves avec l'intervention de divers professionnels.

## Le nombre de touristes en 2013 atteint un niveau record

L'étude de l'Insee, intitulée « Près de 500 000 touristes en Guadeloupe en 2013, une année record », et publiée en septembre 2014, revient sur les indicateurs touristiques de l'année 2013. Le nombre de touristes ayant séjourné en Guadeloupe s'élève à 487 000 en 2013, soit 17 % de plus qu'en 2011. Les touristes ont fait le choix d'une durée de séjour plus longue et d'hébergements plus économiques. Ils ont également fait attention à leur budget. En 2013, chaque touriste a dépensé en moyenne 76 € par jour, contre 78 € en 2011.

## Bilan 2013 de la Caisse d'allocations familiales

Le nombre d'allocataires de la Caisse d'allocations familiales (CAF) poursuit sa hausse en 2013. Il a augmenté de 1,5 % par rapport à 2012 pour s'établir à 133 048. Le montant annuel des prestations familiales et sociales continue également d'augmenter et s'élève à 743 millions € en 2013, soit une hausse de 2,8 % par rapport à 2012.

## ACTUALITÉS RÉGIONALES

### Union Européenne : 3<sup>e</sup> forum des RUP à Bruxelles

Du 30 septembre au 1<sup>er</sup> octobre 2014, les représentants des régions ultra périphériques (RUP) se sont réunis à Bruxelles pour finaliser la programmation des programmes opérationnels (PO) 2014-2020. Victorin Lurel, président de la région Guadeloupe et président de la conférence des présidents des RUP, a exprimé la nécessaire flexibilité du cadre européen pour que les RUP puissent bénéficier pleinement des fonds européens. En particulier, il s'agirait d'adapter certaines règles européennes pour que les RUP puissent davantage coopérer avec les pays de l'ACP (Afrique Caraïbe Pacifique). Les exécutifs régionaux de Guadeloupe, Martinique, Guyane, la Réunion, Mayotte ont par ailleurs demandé une prorogation de 15 ans de l'octroi de mer. Le délai ayant été fixé récemment à 7 ans par la commission européenne.

### Élections sénatoriales dans les Iles du Nord

Les élections sénatoriales se sont déroulées le 28 septembre 2014. À Saint-Barthélemy, Monsieur Michel Magras a été réélu sénateur au premier tour de scrutin majoritaire avec 78,95 % des voix. À Saint-Martin, Monsieur Guillaume Jacques Arnel a été élu sénateur au second tour de scrutin majoritaire avec 47,83 % des voix et succède à Monsieur Louis Constant Fleming.

### Saint-Martin : diminution du nombre de transactions immobilières

Selon l'Observatoire de l'Immobilier Caraïbes, le nombre de transactions immobilières effectuées entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 juin 2014 enregistre une légère baisse. Cette diminution s'inscrit dans la tendance observée depuis 2010. Les délais de vente ont augmenté, en particulier pour les villas (59 semaines de délai) qui souffrent davantage de la conjoncture que les appartements (46 semaines) et les terrains (29 semaines). La part de transactions dont le prix est négocié (83 %) est plus importante qu'en métropole (70 %).

## PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE					Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> (Source : Insee)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	Guadeloupe France entière	Août	2014	130,6 128,3	0,8 % 0,4 %	0,7 % 0,4 %
<b>Demandeurs d'emploi</b> (Source : Diccet)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) (données CVS)		Août	2014	61 850	0,5 %	2,3 %
<b>Commerce extérieur</b> (Source : Douanes)	Exportations (en cumul - millions d'euros) Importations (en cumul - millions d'euros)		Août	2014	141,3 1 451,5	- -	-31,9 % -22,3 %
<b>Créations d'entreprises</b> (Source : Insee)	Nombre d'entreprises créées (hors auto-entreprises)		Août	2014	288	-15,8 %	-0,7 %
<b>Vulnérabilité des ménages</b> (Source : Iedom)	Personnes physiques en interdiction bancaire Retraits de cartes bancaires (Flux)		Cumul annuel	Août	2 697	-	-10,0 %
			Août	2014	19 631 478	0,8 % -5,5 %	-2,5 % -10,3 %

INDICATEURS SECTORIELS					Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (Source : Aéroport Pôle Caraïbe)	Nombre de passagers (entrées + sorties, hors transit)		Septembre	2014	100 099	-52,0 %	-10,1 %
			Cumul annuel		1 519 006	-	-0,1 %
<b>Trafic maritime</b> (Source : Guadeloupe Port Caraïbe)	Trafic net de marchandises (tonnes)		Septembre	2014	221 521	-6,1 %	-15,6 %
	Nombre de passagers (entrées + sorties)				49 598	-46,7 %	13,1 %
<b>Fréquentation des hôtels classés</b> (Source : Insee)	Nombre de nuitées (en milliers)		Décembre	2013	99	22,2 %	-5,7 %
			Cumul annuel		1 036	-	-0,6 %
<b>Immatriculations</b> (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs		Septembre	2014	1 330	53,8 %	6,7 %
			Cumul annuel		10 590	-	-2,1 %
<b>Consommation de ciment</b> (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)		Septembre	2014	16 074	16,2 %	-4,6 %
			Cumul annuel		149 028	-	-11,1 %

# ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

## Publication : « Comptes économiques rapides 2013 »

Publiés dans le cadre du partenariat Cerom, les comptes économiques rapides dressent un bilan de la situation économique de la Guyane pour l'année 2013 notamment grâce à la communication de données relatives au Produit Intérieur Brut (PIB). L'année 2013 a été marquée par la stagnation de l'investissement et un ralentissement de la consommation des ménages. En 2013, le PIB guyanais croît de 2,9 % en volume après avoir connu une croissance de 3,3 % en 2012. Cette augmentation est significativement supérieure à celle observée aux Antilles et à la métropole et portée par le commerce extérieur (+8,8 % pour les exportations) et la consommation des administrations publiques (+1,9 % en 2013). Dans un contexte d'inflation maîtrisée, la consommation des ménages évolue faiblement (+1,2 %) par rapport à une croissance de la population (+2,7 %). Pour sa part, l'indicateur du climat des affaires est en retrait sur les six premiers mois de l'année 2014 et atteint son plus bas niveau depuis 2001.



Cette publication est disponible gratuitement sur le site du partenariat Cerom : [www.cerom-outremer.fr/cerom/](http://www.cerom-outremer.fr/cerom/).

## Publication : « Evolutions monétaires en Guyane »

Le financement de l'économie progresse de 2,3 % sur le deuxième trimestre de l'année 2014 portant l'encours sain de crédits à 2 750 M€. Les crédits à l'économie sont tirés par les entreprises (+2,5 %, soit +35,1 M€) et les ménages (+1,2 %, soit +10,5 M€). Les encours de crédits aux collectivités locales reculent en revanche de 0,8 %, soit -2,9 M€. La progression de l'activité bancaire du département de ce trimestre s'explique notamment par une nouvelle hausse des crédits à l'habitat (+1,7 %, soit +26,5 M€) et des crédits à l'équipement (+1,3 %, soit +8,9 M€). La collecte d'épargne s'est quant à elle contractée ce trimestre de 6,5 % (soit -109,6 M€) et s'établit à 1 567,6 M€. Cette baisse significative des actifs financiers globaux est liée à la suppression dans les livres d'un établissement de crédit de la place d'encours d'actions détenues au nom d'une contrepartie unique depuis septembre 2012. Ainsi hors cette opération exceptionnelle<sup>1</sup>, la collecte globale serait en hausse de 2,4 %.

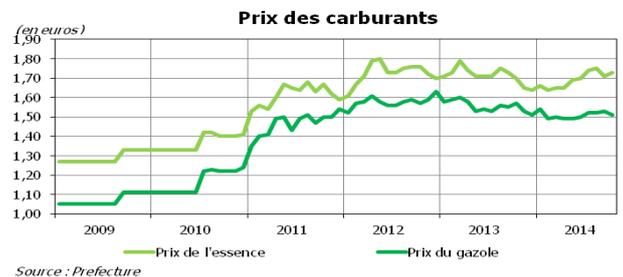


Toutes les publications de l'Iedom sont disponibles gratuitement sur le site [www.iedom.fr/Guyane](http://www.iedom.fr/Guyane).

# BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

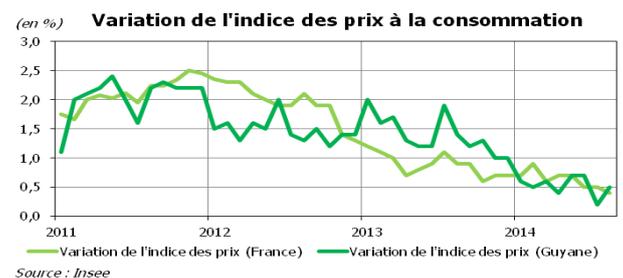
## Carburants

L'arrêté préfectoral fixe, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2014, le prix de la vente au détail des carburants à 1,73 €/litre pour l'essence (+2 centimes) et 1,51 €/litre pour le gazole (-2 centimes). Le prix de la bouteille de gaz est fixé à 22,41 € contre 22,04 € en août, soit une hausse de 37 centimes.



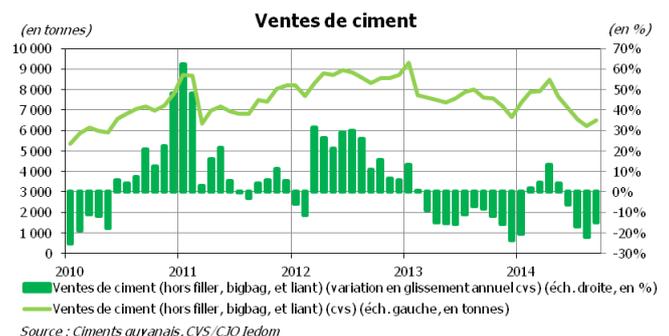
## Prix à la consommation

En août 2014, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en légère hausse de 0,1 % sur le mois. Cette évolution est liée à l'augmentation des prix des services (+0,1 %) et au faible repli des prix de l'alimentation (-0,02 %). Sur un an, l'indice des prix progresse de 0,5 %, en raison de l'augmentation constatée sur les prix de l'alimentation (+0,4 %) et des services (+0,2 %). D'un niveau supérieur à celui constaté à la Réunion (-0,1 %) et pour la France entière (+0,4 %), l'inflation en Guyane reste inférieure à celle constatée en Guadeloupe (+0,7 %), à Mayotte (+0,7 %) et en Martinique (+0,6 %).



## BTP

En septembre 2014, les ventes de ciment (hors filer, bigbag, et liant) progressent de 6 499 tonnes (CVS) soit une augmentation de 4,1 % (CVS) sur un mois et diminuent de 14,8 % (CVS) par rapport à septembre 2013. Elles enregistrent également une baisse significative sur le troisième trimestre de 16,9 % (CVS) par rapport au trimestre précédent et de 18 % (CVS) par rapport au troisième trimestre 2013. Depuis la fin 2013, l'activité du BTP connaît un important ralentissement principalement en raison de la diminution considérable de la commande publique, celle-ci représentant près de 80 % des marchés. L'ensemble de la filière s'en trouve fragilisée, des artisans aux grandes entreprises et nourrit de nombreuses inquiétudes pour les prochaines années.



<sup>1</sup> Exclusion des placements à long terme des sociétés non financières.

## Plan logement pour l'Outre-mer

Lors du Congrès de l'Union sociale de l'Habitat à Lyon, la Ministre des Outre-mer, Mme George PAU-LANGEVIN a indiqué les priorités pour l'habitat en outre-mer sous la forme d'un Plan Logement dont les modalités d'application restent encore à définir mais qui devrait rassembler l'ensemble des acteurs de la filière dans un cadre territorialisé. Les besoins en logements sociaux pour l'ensemble des outre-mer est estimé à 90 000 logements et malgré les différents dispositifs existants (Ligne Budgétaire Unique et défiscalisations), la construction de logements est à la peine en raison de l'élévation du coût de construction et de la rareté du foncier. La Ministre a donc rappelé la nécessité de faciliter la libération et l'aménagement du foncier pour la construction de logements neufs. De plus, elle encourage à une utilisation plus importante des fonds européens afin d'améliorer la mise à disposition ainsi que l'aménagement de terrains constructibles. Elle a également souligné que la réhabilitation du parc locatif social serait un enjeu dans le cadre de la transition énergétique pour le secteur du bâtiment.

## Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE)

Lors de la présentation à la presse du projet de budget du Ministère des Outre-mer pour 2015, la Ministre, Mme George PAU-LANGEVIN, a confirmé la majoration à 7,5 % en 2015 puis 9 % en 2016 pour le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi pour l'Outre-mer. La possibilité d'une majoration supplémentaire pour certains secteurs fortement exposés à la concurrence est actuellement à l'étude. Pour rappel, le CICE permet, en France hexagonale, d'abaisser le coût du travail de 6% pour l'ensemble des rémunérations inférieures à 2,5 Smic.

## ACTUALITES REGIONALES

### Exportation et croissance en Amérique latine

Dans son dernier rapport, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal) anticipe une légère augmentation des exportations de la zone de 0,8 % en 2014, soit une troisième année consécutive de quasi-stagnation, due à la difficile reprise de l'économie internationale et à une baisse du commerce dans la région. Le manque de dynamisme de la demande extérieure chez les principaux clients de la région, en particulier l'Union européenne et la faiblesse des échanges intra-régions affecte les exportations. À cela s'ajoute une baisse des prix des produits de base exportés par la région, principalement dans le secteur minier. Pour leur part, les importations devraient reculer de 0,6 % en 2014 après avoir progressé de 3 % en 2012 et en 2013. Selon la Cepal, en 2014, les plus gros exportateurs de la région seront le Paraguay (+14,1 %), l'Uruguay (+13,6 %) et l'Equateur (+9,3 %) alors que les plus faibles exportateurs seront le Pérou (-10,6 %) la République dominicaine (-7,1 %) et l'Argentine (-5,2 %). La baisse de la demande de matières premières en particulier par la Chine a eu pour effet de réduire les prévisions de croissance du PIB de la Cepal en 2014, de +2,7 % à +2,2 %. Pour sa part le Fonds monétaire international (FMI) se montre plus pessimiste en octobre, en estimant pour 2014 la croissance de l'Amérique latine à +1,3 % soit sa plus faible progression en cinq ans.

## SUIVI INDICATEURS CHIFFRES

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

	Sur le mois	Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources	
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	↑ Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Août-14 <b>128,3</b>	[0,1%]	[0,5 %]	Insee	
		↑ Prix administré du litre d'essence	Oct-14 <b>1,73</b>	[1,2%]	[1,8%]	Préfecture/Dicctce	
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↑ Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Août-14 <b>22 363</b>	[0,4%]	[6,2%]	Pôle emploi	
		↑ Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	Juin-14 <b>7 967</b>	[0,5%]	[-3,6%]	Pôle Emploi	
		↑ Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Août-14 <b>17 927</b>	[3,4%]	[13,6%]	Caf	
		↓ Prestations nettes versées (1)	Août-14 <b>9,5 M€</b>	[-3,4%]	[10,8%]	Caf	
			Cumul <b>75,3 M€</b>		[10,0%]		
	CONSOMMATION	↓ Importations de biens de consommation (BC) (3)	Août-14 <b>13,5 M€</b>		-15,8%	-2,8%	Douanes
			Cumul <b>116,8 M€</b>			5,8%	
		↑ Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Sept-14 <b>373</b>		3,7%	9,2%	Somafi
		Cumul <b>2 921</b>			1,6%		
INVESTISSEMENT	↓ Importations de biens d'équipement (BE) (3)	Août-14 <b>30,6 M€</b>		-19,3%	-30,9%	Douanes	
		Cumul <b>281,9 M€</b>			-12,7%		
	↓ Ventes de véhicules utilitaires	Sept-14 <b>65</b>		-9,3%	-21,0%	Somafi	
		Cumul <b>736</b>			0,6%		
COMMERCE EXTERIEUR	↓ Exportations (3)	Août-14 <b>7,0 M€</b>		-65,6%	-70,6%	Douanes	
		Cumul <b>117,5 M€</b>			-29,3%		
	↓ Importations (3)	Août-14 <b>96,3 M€</b>		-30,8%	-35,4%	Douanes	
		Cumul <b>984,5 M€</b>			-5,7%		
INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL	Tirs effectués	Cumul à Sept-14 <b>7 tirs (4 Ariane 5, 2 Soyouz, 1 Vega)</b>		6 tirs à Sept-13	Arianespace	
		Satellites lancés	Cumul à Sept-14 <b>12 satellites, et 1 ATV*</b>		13 satellites et 1 ATV*		
	BTP	↑ Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Sept-14 <b>7 421 tonnes</b>	4,1%	-14,8%	Ciments guyanais	
			Cumul <b>63 741 tonnes</b>		-6,8%		
	INDUSTRIE	↑ Exportations d'or en volume (3)	Août-14 <b>105 kilos</b>		8,9%	-50,9%	Douanes
			Cumul <b>773 kilos</b>			-17,6%	
		↑ Exportations d'or en valeur (3)	Août-14 <b>3,0 M€</b>		19,2%	-48,3%	Douanes
			Cumul <b>23,1 M€</b>			-24,5%	
		↓ Cours de l'once d'or	Sept-14 <b>1 240,07 \$</b>		[-4,4%]	[-8,0%]	London Bullion Market Assoc./AFD
		↑ Grumes sorties de forêt	Déc-12 <b>20 767 m3</b>		29,8%	215,8%	ONF
		Cumul <b>74 878 m3</b>			1,7%		
AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↑ Exportations de crevettes (3)	Août-14 <b>47 tonnes</b>		56,9%	180,3%	Douanes	
		Cumul <b>295 tonnes</b>			-9,7%		
	↑ Exportations de poissons (3)	Août-14 <b>165 tonnes</b>		4,1%	-38,5%	Douanes	
		Cumul <b>723 tonnes</b>			-11,6%		
	↑ Exportations de riz (2) (3)	Août-14 <b>0 tonne</b>		n.s	n.s	Douanes	
		Cumul <b>14 tonnes</b>			n.s		
TOURISME	↑ Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Juin-14 <b>34 864</b>		0,7%	1,3%	CCIRG	
		Cumul <b>198 748</b>			-0,1%		

[Données non CVS]

\*ATV pour Automated Transport Vehicule (Véhicule Automatisé de Transfert), vaisseau cargo spatial développé par l'Agence spatiale européenne pour ravitailler la Station spatiale internationale

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz.

(3) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

## ACTUALITÉ DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Comptes économiques rapides de la Martinique 2013 : une économie en repli

Les comptes économiques rapides de la Martinique sont estimés chaque année dans le cadre du partenariat CEROM qui réunit l'INSEE, l'IEDOM et l'AFD. En 2013, le PIB martiniquais baisse de 0,5 % en volume, pénalisé par le repli de la consommation et, dans une moindre mesure, de l'investissement.

Dans le détail, la consommation des ménages diminue de 1,4 % en volume et contribue négativement de 0,9 point à la croissance. L'investissement recule de 2,1 % en volume, la baisse de l'investissement privé n'étant pas compensée par la progression de l'investissement public liée aux grands projets en 2013.

Au final, avec une population martiniquaise qui baisse de 0,7 % en 2013, le PIB par habitant augmente de 0,2 % en euros constants (+0,5 % en Guadeloupe et -0,2 % au niveau national).

La publication est disponible sur le site de [CEROM](http://CEROM).

### Tarifs bancaires : publication de deux rapports

Le rapport d'activité 2013-2014 de l'Observatoire des tarifs bancaires de l'IEDOM a été remis début juillet au ministre des finances et des comptes publics. Cette année d'observation est caractérisée par une orientation majoritairement à la hausse des tarifs bancaires dans toutes les géographies de la zone IEDOM. Toutefois, pour la plupart des services bancaires les plus couramment utilisés par la clientèle, les tarifs demeurent moins élevés en moyenne dans les DROM qu'en métropole.

Par ailleurs, le rapport du CCSF (rapport "Constans") dédié aux tarifs bancaires Outre-mer visé à l'article 53 de la loi bancaire de juillet 2013 a également été récemment publié. Il en ressort que les tarifs ont globalement baissé dans les DROM depuis 2009 et qu'ils se rapprochent des tarifs métropolitains. Le constat est plus mitigé en Martinique où 11 tarifs sur les 20 retenus dans le rapport sont plus élevés en 2014 qu'en 2009. Toutefois, ce rapport conclut qu'en Martinique comme dans les autres DROM, la majorité des tarifs sont inférieurs à ceux constatés en métropole.

Ces deux rapports sont disponibles sur les sites de [l'IEDOM](http://IEDOM) et de [la Banque de France](http://la Banque de France).

### Activité financière : amélioration de l'activité au 2<sup>e</sup> trimestre 2014

Au 2<sup>e</sup> trimestre, l'activité financière s'améliore en Martinique, tant en termes de financements que de collecte.

L'encours sain de crédits s'inscrit en hausse sur le trimestre (+86 millions d'euros, soit +1,1 %) et sur l'année (+106 millions d'euros, soit +1,3 %). Dans le détail, sur les trois derniers mois, les encours progressent ou se maintiennent pour toutes les catégories d'agents. Parallèlement, les actifs financiers repartent à la hausse (+43 millions d'euros, soit +0,6 % sur le trimestre et +124 millions d'euros, soit +1,9 % en glissement annuel). En revanche, l'évolution des actifs financiers est contrastée selon les catégories d'agents. Les actifs des ménages progressent, alors que ceux des entreprises stagnent et que ceux des autres agents reculent.

La publication Évolutions monétaires est disponible sur le site de [l'IEDOM](http://IEDOM).

## BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

### Collectivité territoriale de Martinique : vers un scrutin en décembre 2015

Lors des référendums des 10 et 24 janvier 2010, les électeurs avaient rejeté la transformation de la Martinique en une collectivité régie par l'article 74 de la Constitution et avaient décidé de la création d'une collectivité unique réunissant le Département et la Région relevant de l'article 73 de la Constitution. Conformément à la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, la collectivité unique exercera les compétences actuellement dévolues au Département et à la Région.

La collectivité de Martinique sera mise en place en 2015, le scrutin devrait se dérouler en décembre si le Parlement valide la date fixée par le gouvernement.

À l'issue des élections, selon les derniers comptes administratifs disponibles, la collectivité représentera près de 1,2 milliard d'euros de dépenses annuelles (0,9 milliard d'euros pour les dépenses réelles de fonctionnement et 0,3 milliard d'euros pour les dépenses réelles d'investissement).

Son endettement approchera 0,5 milliard d'euros et sa capacité d'autofinancement une cinquantaine de millions d'euros (pour des remboursements d'emprunts de l'ordre d'une trentaine de millions d'euros).

Comptes administratifs simplifiés 2013 (en millions d'euros)	Région	Département	Total
Recettes réelles de fonctionnement	255	607	862
Dépenses réelles de fonctionnement	214	563	777
<b>Capacité d'autofinancement</b>	42	44	<b>86</b>
Recettes d'investissement	205	97	302
Dépenses d'investissement	202	106	308
<b>Besoin de financement</b>	-4	9	<b>5</b>
<b>Encours des dettes</b>	167	296	<b>463</b>
Emprunts souscrits	60	10	70
Remboursement en capital des emprunts	5	29	34
<b>Capacité d'autofinancement nette</b>	37	15	<b>52</b>
Fonds de roulement en fin d'exercice	33	32	65

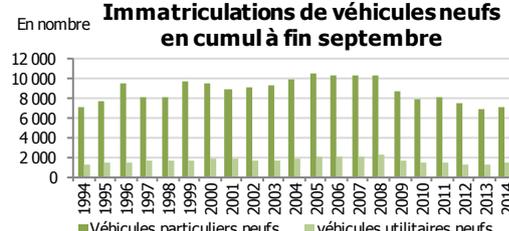
Source : DGFIP, DRFIP Martinique

### Ventes de véhicules : la progression se confirme

Les ventes de véhicules neufs sont en hausse en cumul à fin septembre et s'établissent à 8 464 (+3,2 % en glissement annuel).

Dans le détail, on constate une progression marquée pour les ventes de véhicules utilitaires (+7,7 % sur un an) et une augmentation plus modérée des ventes de véhicules particuliers (+2,4 % sur un an).

### Immatriculations de véhicules neufs en cumul à fin septembre



Source : AAA

## ACTUALITÉS RÉGIONALES

### Tourisme : progression du nombre de touristes de séjour au 1<sup>er</sup> semestre

La [Caribbean Tourism Organization](#) (CTO) a publié les chiffres provisoires des flux touristiques dans la Caraïbe du 1<sup>er</sup> semestre 2014. Pour les 19 destinations étudiées, la Caraïbe a accueilli 8,2 millions de touristes de séjour au 1<sup>er</sup> semestre 2014. La République dominicaine vient en tête avec 2,7 millions de touristes. Avec 273 312 touristes, la Martinique est la sixième destination (soit 3,3 % des flux touristiques) et confirme au premier semestre 2014 l'embellie de 2013.

Par ailleurs, représentée par Mme Karine ROY-CAMILLE, la Martinique était présente à la Conférence sur la situation de l'industrie touristique du CTO, qui s'est déroulée à Saint-Thomas dans les Îles Vierges américaines du 16 au 20 septembre. Cet événement réunit chaque année l'ensemble des acteurs du secteur opérant dans le bassin caribéen autour des enjeux ayant trait à l'industrie du tourisme dans la Caraïbe. 32 territoires au total étaient représentés et le ministre du tourisme barbadien, M. Richard SEALY, a été élu pour un mandat de deux ans à la tête de la CTO.

### Union européenne : 3<sup>e</sup> forum des RUP

Le [3<sup>e</sup> forum des régions ultrapériphériques \(RUP\) de l'Europe](#) s'est tenu à Bruxelles du 30 septembre au 1<sup>er</sup> octobre sur le thème « 9 régions au cœur de l'Europe d'aujourd'hui et demain ». Les représentants des neuf RUP, dont la Martinique représentée par Jean CRUSOL, se sont réunis avec les représentants des institutions européennes et leurs États membres pour finaliser les négociations des programmes opérationnels européens (PO 2014-2020).

La Commission européenne a demandé instamment aux RUP de privilégier les objectifs de la stratégie « Europe 2020 » ciblant une croissance intelligente, durable et inclusive, tirant parti de leurs atouts individuels et utilisant les fonds européens de manière efficiente. En effet, la réforme de la politique de cohésion, menée par le commissaire européen chargé de la politique régionale, M. Johannes HAHN, sert largement les intérêts des RUP avec une enveloppe de 6,6 milliards d'euros pour la période 2014-2020 au titre de la cohésion (FEDER + FSE), contre 5,8 milliards d'euros pour la période 2007-2013. Mme. Corina CRETU remplacera M. HAHN dans la Commission européenne de M. Jean-Claude JUNKER en cours de constitution.

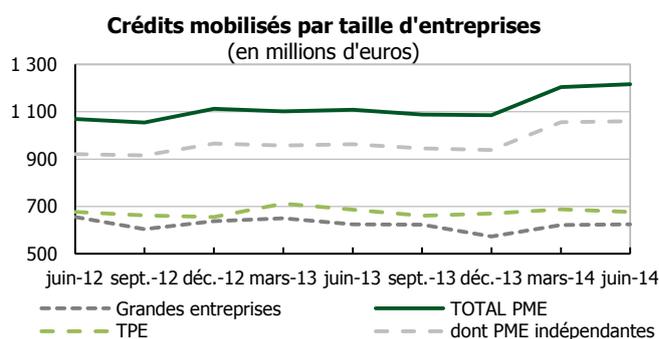
Lors de ce forum, les exécutifs régionaux des RUP français ont exprimé une position commune pour la défense de l'octroi de mer et l'allongement de sa durée d'application à 15 ans. Les négociations sur l'octroi de mer sont toujours en cours et seront reprises par la Commission JUNKER. Mais, d'ores et déjà, la Commission BARROSO a validé une prorogation de 7 ans du dispositif et fixé le plafond d'assujettissement à 300 000 euros, tout en limitant la liste des produits concernés. Enfin, les institutions européennes ont conforté jusqu'en 2020 le régime fiscal dérogatoire appliqué au rhum « traditionnel » des DROM.

## PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- août 2014	131,5	0,6 %	+0,6 %
<b>Chômage</b> (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- août 2014	46 093	+2,3 %	+0,8 %
<b>Allocations chômage</b> (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- août 2014	21 065	-4,6 %	-1,6 %
<b>RSA</b> (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- juillet 2014	42 564	-0,6 %	+6,8 %
<b>Commerce extérieur</b> (source : Douanes)	Importations (millions d'euros)	- août 2014	231,3	-13,4 %	-7,3 %
	Hors produits pétroliers	- août 2014	149,0	-13,8 %	-8,1 %
	Exportations (millions d'euros)	- août 2014	42,8	-13,6 %	+312,4 %
	Hors produits pétroliers	- août 2014	14,8	-8,0 %	+46,7 %
	Taux de couverture mensuel	- août 2014	18,5 %		+10,4 pts
	Hors produits pétroliers	- août 2014	10,0 %		+6,0 pts
<b>Grande distribution</b> (source : DIECCTE)	Chiffre d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- août 2014	52,1	+10,4 %	+3,1 %
		- cumul annuel	374,8		+4,9 %
<b>Vulnérabilité des ménages</b> (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- août 2014	16 404	-0,9 %	-5,0 %
	Retraits de cartes bancaires	- août 2014	4 774	-0,9 %	-2,5 %
INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- août 2014	170 631	+10,2 %	-4,4 %
		- cumul annuel	1 178 948		+1,8 %
<b>Trafic maritime</b> (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- septembre 2014	0		+87,9 %
		- cumul annuel	137 675		
<b>Construction</b> (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- septembre 2014	17 184	+23,4 %	+27,1 %
		- cumul annuel	138 600		+7,2 %
<b>Immatriculations</b> (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- septembre 2014	1 032	+57,1 %	+17,9 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- septembre 2014	148	+76,2 %	-1,3 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		1 180	+59,2 %	+15,1 %

## ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Hausse de l'encours total des crédits aux entreprises au 2<sup>e</sup> trimestre 2014



A fin juin 2014, l'encours total des crédits aux entreprises réunionnaises déclarés au Service central des risques (SCR) de la Banque de France atteint 9,4 milliards d'euros, en hausse de 1,3 % par rapport au trimestre précédent (+ 6,1 % sur un an). Les crédits mobilisés augmentent de 1,4 %. La progression des crédits à moyen ou long terme permet de compenser le recul des crédits à court terme, ainsi que celui des titrisations.

L'encours des crédits destinés aux TPE s'inscrit en baisse de 1,7 % sur le deuxième trimestre. Les crédits octroyés aux grandes entreprises ainsi qu'aux PME continuent par contre de progresser.

Le « Suivi des crédits aux entreprises à La Réunion » est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

### Évolutions contrastées des taux moyens des crédits aux entreprises en avril 2014

Entre janvier et avril 2014, le taux moyen des crédits octroyés aux entreprises réunionnaises a légèrement augmenté. L'enquête met de nouveau en exergue des disparités assez notables selon le type et les tranches de crédits. Le coût des crédits à moyen et long termes augmente de 34 points de base. Le taux moyen des découverts progresse de nouveau, ainsi que le coût de l'escompte. A l'inverse, celui des autres crédits à court terme non échancés diminue.

L'Info Financière « Coût du crédit aux entreprises à La Réunion » est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

## BRÈVES ÉCONOMIQUES

### LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
<b>Prix</b> (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	Septembre 2014	129,1	- 1,4 %	- 0,3 %
	IPC France entière	2014	127,8	- 0,4 %	+ 0,3 %
<b>Octroi de mer</b> (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	Août 2014	24 478	- 3,2 %	+ 13,0 %
	Cumul (milliers d'euros)		194 642	-	+ 6,3 %
<b>Commerce extérieur</b> (Douanes)	Importations (millions d'euros)	Août 2014	408,5	+ 6,6 %	+ 7,1 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul Août	3 059,1	-	+ 4,1 %
	Exportations (millions d'euros)	Août 2014	17,1	+ 28,5 %	+ 5,9 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul Août	169,6	-	- 11,0 %
<b>Demandeurs d'emploi</b> (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	Août 2014	135 130	- 0,7 %	0,0 %

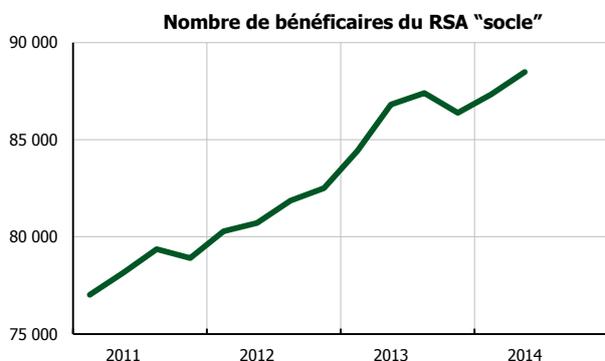
### LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Août 2014	212 949	+ 2,0 %	+ 8,6 %
	Cumul	cumul Août	1 357 504	-	+ 0,6 %
<b>Fréquentation des hôtels classés</b> (Insee)	Nombre de nuitées	Juin 2013	48 100	- 17,1 %	- 3,2 %
	Cumul	cumul Juin	351 700	-	- 8,7 %
<b>Construction</b> (Douanes / CERBTP / Caisse des congés payés du BTP)	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers d'euros)	Août 2014	14 828	-	- 2,4 %
	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Août 2014	266,2	-	+ 33,0 %
	Effectifs salariés du BTP	Juillet 2014	15 941	- 0,5 %	+ 0,9 %

## Stabilité de l'emploi dans le secteur privé au 2<sup>e</sup> trimestre 2014

Selon l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos), l'emploi dans le secteur privé est stable (- 0,1 %, CVS) au deuxième trimestre 2014 par rapport au premier trimestre, soit un rythme quasi-identique à celui observé au niveau national (0,0 %). Sur un an, Les effectifs salariés progressent de 1,9 % (CVS). Par ailleurs, la masse salariale dans l'île augmente de 1,2 %, contre + 0,3 % en France entière.

## Nouvelle hausse du nombre de foyers bénéficiaires du RSA "socle" au 2<sup>e</sup> trimestre 2014



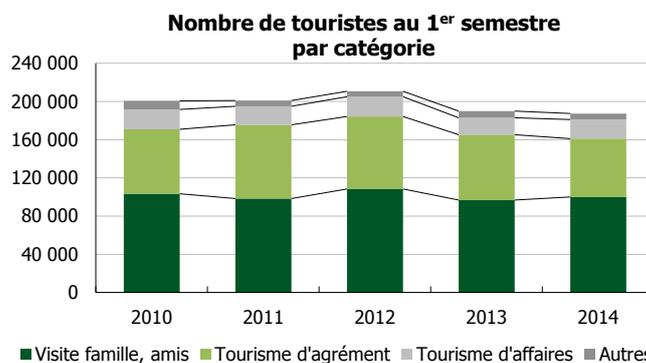
Source : CAF

Le nombre de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active "socle" (RSA "socle") continue de progresser. A fin juin 2014, il augmente de 1,3 % par rapport à fin mars 2014 (+ 1,9 % sur un an). Cette hausse concerne principalement les hommes seuls avec enfant et les couples sans enfant, qui progressent respectivement de 6,2 % et de 3,6 %. 272 653 personnes sont ainsi couvertes par cette allocation, soit un tiers de la population.

Au cours du deuxième trimestre 2014, la Caisse d'allocation familiale a octroyé 140 millions d'euros à l'ensemble des bénéficiaires du RSA "socle", en hausse de 1,8 %.

## La fréquentation touristique résiste au 1<sup>er</sup> semestre 2014

La Réunion a accueilli 187 400 touristes au premier semestre 2014, soit une baisse de la fréquentation touristique de 1,4 % par rapport au premier semestre 2013. Ce recul est néanmoins moins prononcé que semblaient montrer d'autres indicateurs. Cette contraction provient de la diminution de 10,8 % de la fréquentation de la clientèle d'agrément, qui recule au premier semestre pour la troisième année consécutive. A l'inverse, le nombre de touristes affinitaires et de touristes d'affaires progressent respectivement de 3,4 % et de 13,0 %. La baisse contenue sur le marché métropolitain est en partie compensée par la bonne orientation sur le marché européen. Près des trois quarts des touristes européens viennent d'Allemagne, de Belgique ou de Suisse.

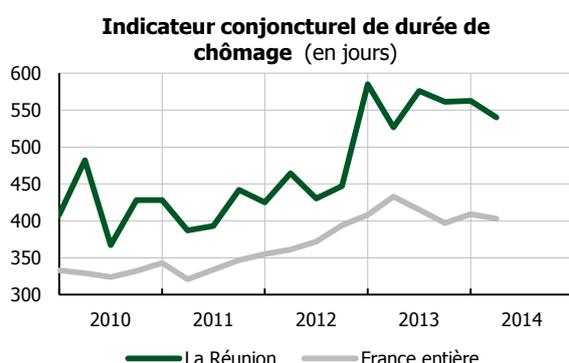


Sources : Insee - IRT

Les touristes ont également moins dépensé durant leur séjour sur l'île. Le montant de leurs dépenses diminue de 4 % et s'établit à 135,2 millions d'euros.

La publication est disponible sur le [site de l'Insee](#).

## Baisse de l'indicateur conjoncturel de durée de chômage au 1<sup>er</sup> trimestre 2014



Source : Pôle emploi

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2014, l'indicateur conjoncturel de durée de chômage<sup>1</sup> (ICDC) s'établit à 540 jours contre 409 au niveau national. Si la conjoncture économique du premier trimestre se maintenait, un demandeur d'emploi resterait inscrit en moyenne 18 mois consécutifs à Pôle emploi (14 mois en France entière). La Réunion reste la région où le délai d'attente est le plus long avant de retrouver un emploi.

A La Réunion, l'ICDC baisse de 4 % par rapport au quatrième trimestre 2013 et de 1,5 % au niveau national.

## Hausse du nombre de logements autorisés au 1<sup>er</sup> trimestre 2014

Selon la DEAL Réunion, le nombre de logements autorisés progresse de 21,2 % (CVS) au premier trimestre 2014 par rapport au quatrième trimestre 2013, après s'être contracté de 16,0 % (CVS) le trimestre précédent. Sur un an, les autorisations de construire des logements s'accroissent de 37,0 %. Cette hausse provient d'une amélioration du marché du logement collectif, qui représente désormais 59 % des autorisations.

<sup>1</sup> L'indicateur conjoncturel de durée au chômage consiste à évaluer la durée moyenne de chômage d'une cohorte fictive de demandeurs d'emploi qui y sont entrés au cours d'un trimestre donné et qui connaîtraient durant leur période de chômage les mêmes conditions du marché du travail que celles du trimestre considéré. L'ICDC de La Réunion ne comprend plus désormais les données de Mayotte, contrairement aux précédentes publications.

## ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Les émissions nettes de billets

En septembre 2014, les émissions nettes de billets ont diminué de 1,3 million d'euros, après une hausse de 6,3 millions le mois précédent, et s'établissent à 789,5 millions d'euros. Cette baisse est plus prononcée en nombre (-1,1 % contre +0,2 % en août). Le nombre de billets émis en septembre (+14,3 millions) est constitué à 73,0 % par la coupure de 50 € qui représente 65,9 % de la valeur globale de l'émission nette de billets. La contraction de l'émission nette ayant été plus marquée en nombre qu'en valeur, la valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île s'est donc appréciée de 55 centimes pour s'établir à 55,3 € au 30 septembre 2014.

### L'activité bancaire s'essouffle au deuxième trimestre

Dans un contexte d'amélioration du climat des affaires, l'activité bancaire s'essouffle au deuxième trimestre. La collecte d'actifs connaît un fléchissement après une quasi-stagnation au premier trimestre, et l'encours des crédits s'inscrit en légère diminution.

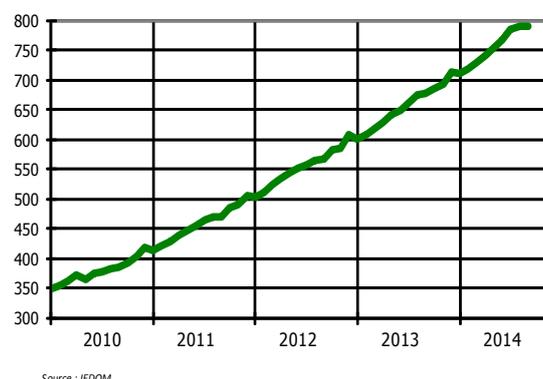
Après avoir atteint 419,4 millions d'euros en mars (plus haut niveau de ces cinq dernières années), les actifs financiers détenus par les agents économiques reculent de 2,9 % en juin, en raison notamment de la chute de l'épargne à long terme (-19,4 %). Sur un an, l'épargne des agents économiques se replie de 2,7 % et s'établit à 407,2 millions d'euros au 30 juin 2014.

Les encours de crédits sains accordés à l'économie diminuent sur le trimestre pour s'établir à 833,4 millions d'euros (-0,3 %, après +0,3 % en mars 2014). Ils continuent cependant de progresser sur un an (+2,4 %). Les crédits octroyés aux ménages demeurent vigoureux (+3,8 %) tandis que ceux accordés aux entreprises et aux collectivités locales reculent de, respectivement, 1,2 % et 4,2 %.

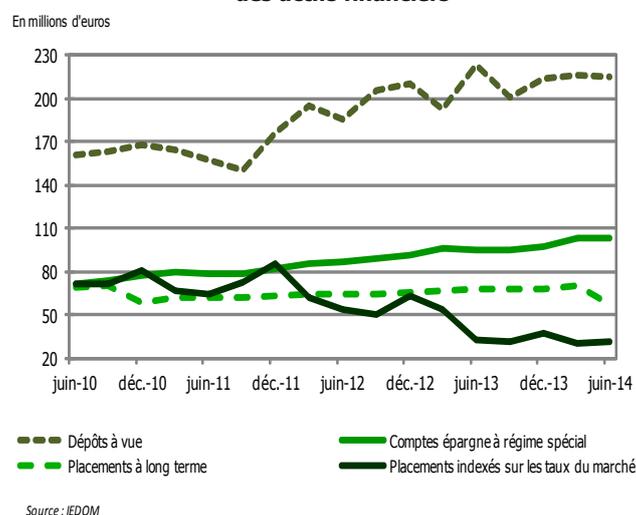
La publication « Évolutions monétaires à Mayotte au 30 juin 2014 » est disponible en téléchargement sur le [site de l'IEDOM](#).

### Émissions nettes cumulées de billets au 30 septembre 2014

En millions d'euros



### Les principales composantes des actifs financiers



## BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

### Éducation : Mayotte sera dotée de 10 REP et de 8 REP+ à la rentrée 2015

Le 23 septembre 2014, la ministre de l'éducation a dévoilé la cartographie de la nouvelle répartition académique des Réseaux d'éducation prioritaire (REP) et prioritaire plus (REP+), qui entrera en vigueur à compter de la rentrée 2015. Initiée à la rentrée 2013, la refonte de l'éducation prioritaire met en place des réseaux, baptisés REP et REP+, qui concentrent le plus de difficultés économiques et sociales et qui bénéficieront ainsi de moyens supplémentaires. La nouvelle réforme permettra de passer à 350 réseaux en 2015 contre 102 en 2013 (collèges et écoles de leur secteur). Mayotte sera intégrée au dispositif à partir de 2015 et sera dotée de 10 REP et 8 REP+. Il appartient dorénavant au vice-recteur d'identifier les établissements qui seront retenus selon un indicateur social qui prend en compte :

- l'origine socio-professionnelle des parents d'élèves,
- la part des élèves boursiers,
- le nombre d'élèves habitant en zone urbaine sensible et/ou ayant au moins un an de retard à l'entrée en 6<sup>e</sup>.

### Europe : Mayotte au 3<sup>e</sup> forum des Régions ultrapériphériques (RUP) et formations à l'utilisation des fonds européens

Du 29 septembre au 2 octobre, une délégation mahoraise, conduite par le Président du Conseil général et composée de nombreux acteurs socioéconomiques, s'est rendue à Bruxelles pour y représenter Mayotte au 3<sup>e</sup> forum des RUP. Avec cette première participation pour l'île, le Conseil général poursuit le double objectif de faire mieux appréhender les enjeux européens aux acteurs locaux et accroître la visibilité du Département sur la scène européenne.

Par ailleurs, une série de formations à l'utilisation des fonds européens, assurées par l'ENA et financées dans le cadre de l'aide technique apportée par l'Europe à Mayotte, s'est déroulée en septembre. À l'instar des deux premières sessions tenues en avril et juin, elles ont rassemblé plusieurs cadres et dirigeants issus du secteur public et des organisations privées. Les thèmes des formations étaient relatifs à la méthodologie de montage des projets européens, aux procédures à respecter pour mobiliser les fonds disponibles, à la programmation 2014-2020 en lien avec les cinq grands objectifs de l'Europe (emploi, recherche et développement, environnement, éducation et lutte contre la pauvreté). Une dernière série de formations se tiendra au mois de novembre.

## Tourisme : Participation de Mayotte au salon Top Résa et organisation du 3<sup>e</sup> salon du tourisme et des loisirs sur le thème de l'hébergement

Dans le cadre des actions pour la promotion et le développement du tourisme à Mayotte, le comité du tourisme, accompagné de professionnels, a participé au 36<sup>e</sup> salon international Top Résa qui s'est déroulé à Paris du 23 au 26 septembre 2014. Réunissant plus de 1 000 exposants et pouvant attirer jusqu'à 30 000 visiteurs, l'évènement est une vitrine permettant de faire découvrir l'île à l'international par la présentation d'un stand dédié aux activités touristiques à Mayotte.

En outre, les 3 et 4 octobre, s'est tenue à Mayotte la 3<sup>e</sup> édition du salon du tourisme et des loisirs. Toujours dans l'objectif de faire découvrir le tourisme et ses activités annexes aux résidents locaux, le salon avait pour thème principal « l'hébergement ». Comme en 2013, la manifestation a été ouverte à Madagascar avec la participation des offices du tourisme de Majunga, Diego-Suarez et Nosy-Bé.

## Économie : le Conseil général soutient des projets d'investissement dans les transports et le tourisme

Le Conseil général de Mayotte soutient de nouveau les secteurs économiques et a signé une convention avec 33 entreprises, appartenant aux secteurs des transports (24) et du tourisme (9), pour accompagner leurs projets d'investissement. Au total, 1,9 million d'euros de subventions ont été octroyés, 1,6 million d'euros pour les transporteurs et 236 370 euros pour le secteur touristique. Outre les investissements à réaliser, les entreprises sélectionnées se sont également engagées à créer près de 72 emplois.

## L'INSEE lance l'enquête entreprises et annonce une hausse des prix de 0,7 % en août

L'INSEE a lancé au mois de septembre l'enquête entreprises en adressant 1 700 questionnaires par courrier dans l'ensemble du département. Elle poursuit plusieurs objectifs, dont celui de répondre aux exigences de l'Union européenne en matière d'élaboration d'indicateurs statistiques qui permettent de comparer l'économie des régions européennes. Les objectifs de cette étude cherchent donc à :

- analyser les secteurs économiques de Mayotte,
- élaborer des comptes économiques, notamment actualiser le Produit intérieur brut (PIB),
- évaluer la croissance annuelle de l'économie mahoraise.

Les entreprises sélectionnées avaient jusqu'au 30 septembre pour retourner leurs réponses. Le début de l'analyse des données recueillies est prévu pour le mois de décembre pour une publication des résultats en 2016.

Par ailleurs, l'Institut publie l'évolution de l'Indice des prix à la consommation (IPC), qui croît de 0,7 % au mois d'août, après +1,0 % au mois de juillet. Sur un an, l'IPC continue de progresser (+2,4 %) plus vivement qu'en Métropole (+0,4 %).

## PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		août-14	119,5	0,7%	2,4%
<b>Chômage</b> (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A		juin-14	7 924	-17,7%	32,8%
<b>Commerce extérieur</b> (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	juin-14	42 851	0,7%	51,1%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	juin-14	233 237	22,5%	42,4%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	juin-14	616	-49,3%	-67,7%
		cumulées	juin-14	3 039	25,4%	-5,1%
	Taux de couverture	mensuel	juin-14	1,44%	-1,42 pt	-5,29 pt
		cumulé	juin-14	1,30%	0,03 pt	-0,65 pt

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
<b>Trafic aéroportuaire</b> (Source : Aéroport de Mayotte)	Mouvements d'appareils <sup>(1)</sup>	mensuels	juin-14	391	-7,6%	20,3%
		cumulés	juin-14	2 461	-	5,2%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	juin-14	23 858	-3,0%	2,7%
		cumulés	juin-14	129 811	-	1,9%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels	juin-14	25,1	-15,5%	-23,4%
		cumulés	juin-14	152,2	-	-10,1%
<b>BTP</b> (Source : Douanes)	Importations de ciment <sup>(2)</sup> (en tonnes)	mensuelles	juin-14	14 335	-12,6%	174,0%
		cumulées	juin-14	41 503	-	27,6%
<b>Électricité</b> (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		juin-14	40 089	0,2%	1,6%
	Consommation <sup>(3)</sup> (en Mwh)	cumulée	juin-14	138 190	-	7,1%
<b>Hydrocarbures</b> (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle	juin-14	9 881	1,8%	13,6%
		cumulée	juin-14	59 715	-	2,7%
<b>Automobile</b> ( Source : Préfecture )	Immatriculations de véhicules neufs	mensuelles	juin-14	197	15,2%	17,3%
		cumulées	juin-14	1 160	-	8,4%
	Immatriculations de véhicules d'occasion	mensuels	juin-14	676	26,8%	-10,8%
		cumulées	juin-14	4 100	-	3,9%
<b>Poissons d'élevage</b> (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuelles	juin-14	2,0	-	-71,1%
		cumulées	juin-14	4,4	-	-89,0%
	- en milliers euros	mensuelles	juin-14	21,4	-	-60,3%
		cumulées	juin-14	47,6	-	-84,7%

(1) : Toute entrée ou sortie de navire ou d'avion représente un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011. Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.

## ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Publication de la Note expresse sur le tourisme

La note expresse sur le tourisme à Saint-Pierre-et-Miquelon est parue en septembre.



L'analyse de l'IEDOM considère le secteur touristique comme un axe porteur de la nécessaire diversification économique de l'Archipel, même si de nombreux freins doivent encore être levés.

Retrouvez la note ainsi que l'intégralité des publications de l'IEDOM sur le site :

<http://www.iedom.fr/saint-pierre-et-miquelon/>

Vous pouvez également vous abonner aux publications dans la rubrique : Abonnement aux publications (<http://www.iedom.fr/saint-pierre-et-miquelon/abonnement-aux-publications-188/>)

### Indicateurs de vulnérabilité des ménages

En aout 2014, le Ficher central des chèques (FCC) de la Banque de France n'a pas enregistré d'incident de paiement sur chèques et compte un retrait de carte bancaire. Par ailleurs, l'archipel comptait 11 personnes physiques en situation d'interdiction bancaire.

### Surendettement

Depuis sa dernière tenue en décembre 2013, la commission de surendettement de Saint-Pierre n'a pas traité de nouveau dossier.

## BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

### Le MEDEF Saint-Pierre-et-Miquelon tire la sonnette d'alarme

En juillet, le MEDEF de Saint-Pierre-et-Miquelon ainsi que certaines fédérations professionnelles ont manifesté leurs inquiétudes sur l'avenir économique de l'Archipel.

### Grève des ouvriers du BTP

Les ouvriers du bâtiment et des travaux publics (BTP) se sont mis en grève au cours du mois de juillet pour demander une revalorisation de leur salaire.

### Début des travaux de la déchèterie

La ville de Saint-Pierre a lancé début juillet les travaux de construction de la déchèterie, élément structurant de la politique de gestion des déchets. Elle est appelée à devenir le point d'entrée d'un pôle organisé pour la collecte, la valorisation et le recyclage des déchets.

Le nouveau système de gestion intégrera la filière de valorisation du verre mise en place récemment par la mairie, le compostage des déchets verts, mais aussi les nouvelles filières de recyclage actuellement préparées par les élus et les services municipaux en collaboration avec différents éco-organismes.

### Banque : la migration SEPA est achevée

La migration française vers les moyens de paiement SEPA est achevée. Le passage à SEPA offre de nouvelles opportunités pour l'ensemble des utilisateurs de services de paiement qui ont dorénavant la possibilité de réaliser leurs virements et leurs prélèvements dans les mêmes conditions de sécurité partout en Europe. L'espace SEPA comprend les 28 États membres de l'Union européenne, les quatre États membres de l'association européenne de libre échange (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse), la Principauté de Monaco et la République de Saint-Marin. En ce qui concerne la France, les départements et régions d'outre-mer, de même que Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy et la partie française de Saint-Martin, font aussi partie de l'espace SEPA.

### Jean-Christophe BOUVIER nouveau préfet de Saint-Pierre et Miquelon

Jean-Christophe BOUVIER a été nommé préfet de Saint-Pierre-et-Miquelon par le Décret du 31 juillet 2014, il a pris ses fonctions le 1er septembre. Monsieur BOUVIER était directeur adjoint au cabinet du ministre des Outre-mer.

Il remplace dans ses fonctions Monsieur Patrice LATRON.

## **Annick Girardin, secrétaire d'État chargée du développement et de la Francophonie, s'est rendue au Canada du 22 au 25 août pour participer au cinquième congrès mondial acadien.**

Il s'agissait de la première participation d'un ministre français à ce rendez-vous populaire, qui célèbre le dynamisme de la culture acadienne et de la langue française en Amérique du Nord. La secrétaire d'État a inauguré le pavillon de la France et a rappelé l'importance des liens qui unissent notre pays à la communauté acadienne. Elle a exprimé le souhait que ces échanges s'intensifient, notamment entre jeunes Français et Acadiens.

À cette occasion, Mme Girardin s'est entretenue avec Christian Paradis, ministre canadien du Développement international et de la Francophonie, pour évoquer les priorités en matière de développement. Elle a également rencontré les autorités des provinces du Nouveau-Brunswick et du Québec pour faire le point notamment sur la coopération dans le domaine de la jeunesse.

## **Pas de changement à l'OPANO**

L'organisation des pêches de l'atlantique nord-ouest (OPANO) en charge de l'attribution des quotas de pêche s'est réunie le 26 septembre à Vigo en Espagne. Lors de cette réunion annuelle, peu ou pas de changements ont eu lieu. Les quotas alloués à l'Archipel pour l'année 2014 restent similaires à ceux de 2013. Dans le détail, les quotas s'élevaient à 189 tonnes de Flétan du Groenland (soit 2 tonnes de plus), 69 tonnes de Sébaste, 340 tonnes de Limande à queue jaune et 453 tonnes d'encorné. Les quotas de crevettes, pour leur part, ont été supprimés pour l'année 2014 soit une perte de 43 tonnes pour l'archipel.

## **Tenue du Conseil de surveillance de l'IEDOM**

Le conseil de surveillance de l'IEDOM s'est tenu à Saint-Pierre-et-Miquelon le lundi 6 octobre 2014, sous la présidence du Gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer. La dernière réunion du conseil à Saint-Pierre-et-Miquelon datait du 10 septembre 2003, sous la présidence de Jean-Paul Redouin, à l'époque sous-gouverneur de la Banque de France.

Ces quelques journées, riches et denses ont également été un temps fort de la vie de l'Archipel lors de la réunion économique qui s'est tenue le lendemain du conseil, associant les acteurs économiques et politiques locaux, sur le thème de l'avenir économique de l'archipel dans la sous région.

## **Rachat de la Banque de Saint-Pierre-et-Miquelon (BDSPM)**

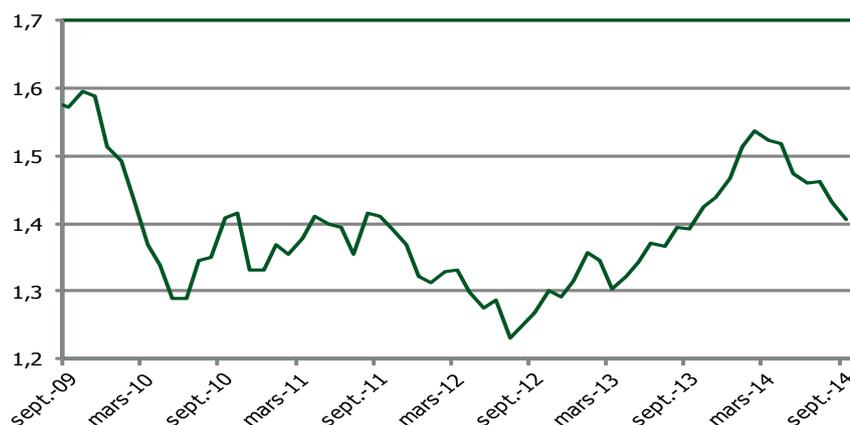
Le groupe Banque Populaire-Caisse d'Épargne a annoncé mercredi 1er octobre à Marseille son intention de céder à la Caisse d'Épargne Provence-Alpes-Corse trois de ses filiales implantées outre-mer : la Banque de La Réunion qui est cotée en bourse, la Banque des Antilles françaises et la Banque de Saint-Pierre-et-Miquelon. Ce projet selon la BPCE devrait intervenir au premier semestre 2015.

## **Dépréciation de l'euro**

Le retournement de tendance observé depuis le début de l'année se confirme avec une dépréciation de l'euro face au dollar canadien. Le taux de change de l'euro, évolue de -3,6 % entre le 30 juin 2014 et le 30 septembre 2014.

Il s'établit ainsi à 1,4058 CAN/EUR au 30 septembre 2014 contre 1,4589 CAN/EUR au 30 juin 2014.

**Taux de change du dollar canadien pour un euro**



**LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE**

**Prix**

(Source : Préfecture)

	Données brutes	Δ % trimestre précédent	Glissement annuel
Prix à la <b>consommation</b> – 2ème trimestre 2014	-	-0,01 %	+0,02 %

**Emploi**

(Source : DCSTEP)

	Données brutes	Δ % Trimestre précédent	Glissement annuel
<b>Nombre de demandeurs d'emploi (catégorie A)</b> Juin 2014 :	225	-39,0%	-22,4%
<b>Nombre de demandeurs d'emploi (toutes catégories)</b> Juin 2014 :	368	-30,3%	-18,0%
<b>Nombre de demandeurs d'emplois en fin de mois indemnisés</b> Juin 2014 :	n-d	n-d	n-d

**RSA**

(Source : CPS)

	Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
Nombre de <b>bénéficiaires</b> - fin aout 2014 :	38	2,7%	-19,1%
Nombre de <b>personnes à charge</b> - fin aout 2014 :	71	7,6%	-16,5%
<b>Importations</b> (milliers d'euros) aout 2014 :	6 727	-28,4%	22,1%
Cumul annuel :	56 724	n-s	-5,3%
<b>Exportations</b> (milliers d'euros) aout 2014 :	409	n-s	-43,7%
Cumul annuel :	1 164	n-s	-11,8%
<b>Déficit commercial</b> (milliers d'euros) Aout 2014 :	-6 318	-32,8%	32,0%
Cumul annuel	-55 560	-39,2%	-5,2%

**LES SECTEURS D'ACTIVITÉ**

**Pêche Artisanale**

(Source : Pôle Maritime)

**Pêche Industrielle**

(Source : Pôle Maritime)

	Données brutes	Δ % trimestre précédent	Glissement annuel
<b>Débarquements</b> (en tonnes) 2ème trimestre 2014	345	2056,3%	-29,0%
<b>Débarquements</b> (en tonnes) 2ème trimestre 2014	115	-87,3%	-5,0%

**Trafic aéroportuaire** Aéroport de Saint-Pierre

(Source : Aviation civile)

	Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
<b>Nombre de passagers</b> (arrivées + départs) Aout 2014 :	4 407	40,3%	11,1%
Cumul annuel :	24 891	n-s	14,3%
<b>Mouvements d'avions</b> Aout 2014 :	324	77,0%	10,2%
Cumul annuel :	1 776	n-s	7,1%
<b>Fret et envois postaux</b> (en tonnes) Aout 2014 :	13	-7,1%	-7,1%
Cumul annuel :	123	n-s	-3,9%

## Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	date d'effet
Taux de la facilité de prêt marginal	0,05%	10/09/2014
Taux de la facilité de dépôt	0,30%	10/09/2014
	-0,20%	10/09/2014

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/14)					
ANNEE	2014	0,04%	JO du 06/02/14	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	1,00%	1,00%	1,50%	2,50%	0,75%

\* hors prime d'Etat

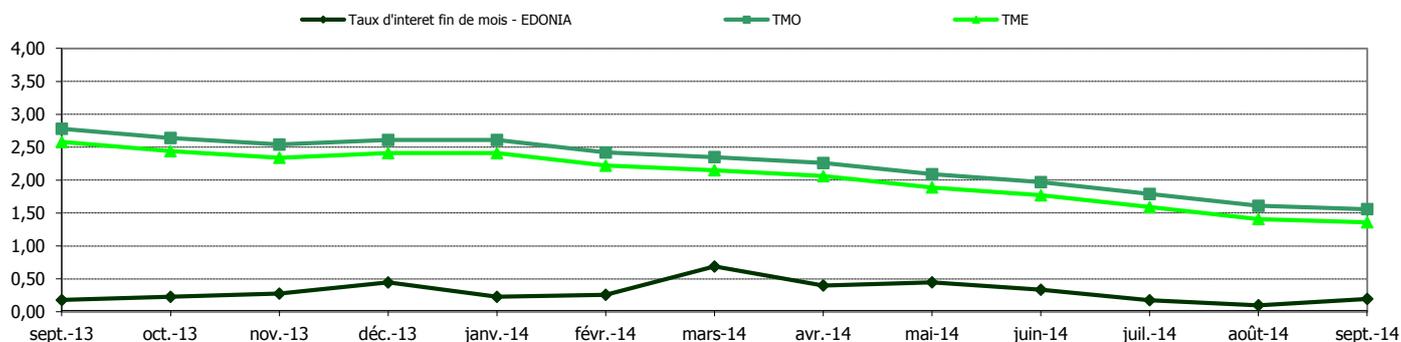
Taux d'interet fin de mois - EDONIA				Taux d'intérêt fin de mois - EURIBOR			
Juin	Juillet	Août	Septembre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,0775%	0,1770%	0,1010%	0,1970%	0,0070%	0,0830%	0,1830%	0,3380%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Juin	Juillet	Août	Septembre	Juin	Juillet	Août	Septembre
1,77%	1,59%	1,41%	1,36%	1,97%	1,79%	1,61%	1,56%

### Taux de l'usure (seuils applicables au 1<sup>er</sup> octobre 2014)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>			
Prêts à taux fixe	4,85%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,79%
Prêts à taux variable	4,53%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,72%
Prêts-relais	5,19%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,53%
<b>Autres prêts</b>		Découverts en compte	13,39%
Prêts d'un montant inférieur à 3 000 euros	20,28%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	3,92%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	14,59%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	<b>Seuils de l'usure</b>
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	9,47%	Découverts en compte	13,39%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

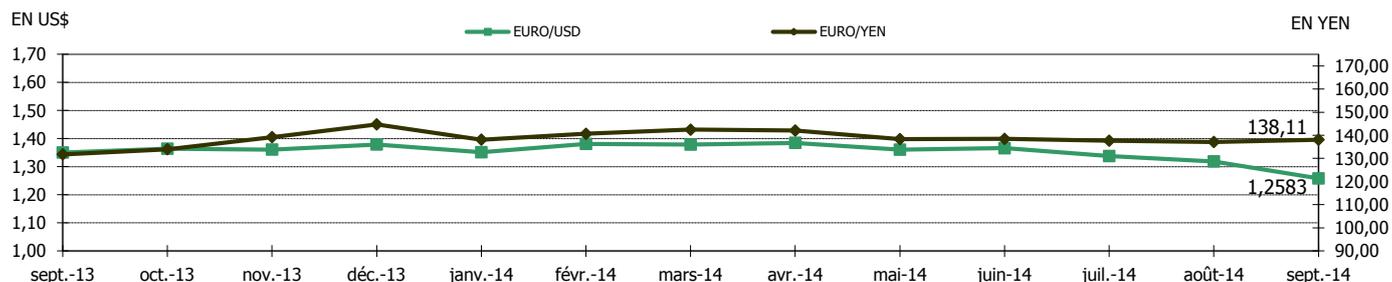
### Taux des marchés monétaires et obligataires



### Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,2583	EURO/ZAR (Afrique du sud)	14,2606	EURO/SRD (Surinam)	4,1682
EURO/JPY (Japon)	138,1100	EURO/BWP (Botswana)	11,7007	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,2609
EURO/CAD (Canada)	1,4058	EURO/SCR (Seychelles)	16,5847	EURO/DOP (Rép. Dom.)	55,0518
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,7773	EURO/MUR (Maurice)	39,7873	EURO/BBD (La Barbade)	2,5262
EURO/SGD (Singapour)	1,6063	EURO/BRL (Brésil)	3,0821	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,0339
EURO/HKD (Hong-Kong)	9,7740	EURO/VEF (Vénézuéla)	7,9475	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3359,8202	EURO/XCD (Dominique)	3,4103	EURO/FC (Comores)	491,96775

### Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



### Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

<b>1 EURO =</b>	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achévé d'imprimer le 22 octobre 2014 - Dépôt légal : octobre 2014 - ISSN 1284-4438